



HAL
open science

Les temporalités des espaces publics oppositionnels : mouvements sociaux et enquête multi-située

Mikael Chambru

► **To cite this version:**

Mikael Chambru. Les temporalités des espaces publics oppositionnels : mouvements sociaux et enquête multi-située. Temps et temporalités en information-communication : des concepts aux méthodes, Société française des sciences de l'information et de la communication, pp.75-84, 2017. hal-01536104

HAL Id: hal-01536104

<https://hal.science/hal-01536104v1>

Submitted on 29 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les temporalités des espaces publics oppositionnels : mouvements sociaux et enquête multi-située

Mikaël Chambru

Docteur, GRESEC. Université Grenoble-Alpes
Mail : mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr

Résumé : Cet article propose un retour réflexif sur les mobilités temporelles et spatiales mises en œuvre au cours d'une enquête ethnographique menée sur différentes scènes de la protestation antinucléaire. Le but est de montrer les apports de cette approche méthodologique lorsqu'il s'agit de saisir les pratiques des mouvements sociaux et leurs retentissements dans la reconfiguration de l'espace public contemporain.

Mots-clés : espace public, mouvements sociaux, nucléaire, ethnographie

**Temporality of Oppositional Public Spheres :
social movements and multisited fieldwork**

Abstract: In this paper, I emphasise the necessity to ponder the question of temporal and spatial mobility used during an ethnographic investigation of different venues of antinuclear protests. This paper emphasizes the benefits from using this methodological approach whenever one aims at understanding the experiences of social movements and their repercussions in the reconfiguration of the contemporary public sphere.

Keywords: public sphere, social movements, nuclear power, ethnography

Comme le donne à voir le déroulement de la controverse électronucléaire depuis cinq décennies en France, l'espace public est simultanément un lieu d'affrontement politique se construisant dans l'action et le lieu d'expression des conflits d'une société instaurant avec elle-même un lien de réflexivité critique (Chambru, 2014). Au sein de ce processus, l'activité protestataire joue un rôle moteur : les mouvements sociaux participent au renouvellement des pratiques démocratiques (Suraud, 2007), des structures et des thématiques de l'espace public (Neveu, 1999). Inscrire les retentissements de ces dynamiques contestataires dans le champ de l'analyse nécessite de procéder à des investigations empiriques conjointement à des renouvellements de formulations théoriques du concept d'espace public. Ce dernier est envisagé comme un espace d'objectivation de l'expérience sociale, qui advient et se manifeste à travers les pratiques des acteurs sociaux faisant le choix de l'investir politiquement et symboliquement (Quéré, 1992). En jeu, le dépassement de son emphase normative afin de déceler et de décrypter, à partir de sa valeur d'usage et sa réalité phénoménale, les mutations d'un espace public contemporain « en train de se faire ». Cette tension dialectique entre le descriptif et le normatif s'articule dans notre analyse autour de la superposition de trois références temporelles – le temps long, la continuité et les ruptures, des dimensions spatiales de l'engagement militant et des mobilisations contestataires. Sans cette articulation, il est difficile de penser la militance antinucléaire et ses retentissements sur l'espace public : les dynamiques protestataires s'inscrivent en effet systématiquement dans une trajectoire située au regard de son contexte d'actualisation. Dans cette perspective, le recours à une enquête multi-située présente l'avantage de permettre de retracer et d'analyser la contestation antinucléaire dans sa complexité : son itinéraire, son caractère pluriel, ses irruptions au sein de l'espace public, ses déploiements dans des espaces et face à des adversaires, ses formes de structuration au sein des espaces publics oppositionnels, ses mutations et sa résilience sur le temps long. Autrement dit, il

permet de voir, de dire et de comprendre ce que ne peut pas déceler une approche trop focalisée sur les thématiques normatives et les modèles d'analyse préétablis par la théorie politique.

Pour ce faire, cinq objectifs ont guidé les orientations méthodologiques de cette recherche : observer le militantisme en situation, explorer les espaces de mobilisation, saisir les jeux d'échelles, multiplier les points de vue, sortir d'un opportunisme conjoncturel. En pratique, l'enquêteur ne sait à l'avance précisément ce qu'il cherche, en ce qu'il s'attache à explorer avec ténacité les situations, à comprendre ce que les militants antinucléaires y font et à saisir comment les événements s'y enchaînent. L'enquête a débuté par une observation participante au sein d'une coalition antinucléaire locale. À la suite de plusieurs réunions et suivant la dynamique de la mobilisation par le biais d'une filature ethnographique (Cefai *et al.*, 2012), elle nous a conduit à participer à une coalition régionale ; puis, à certaines instances d'une coalition nationale. C'est au sein de celle-ci que s'agrège ces différentes coalitions contestataires et s'institutionnalise l'action collective antinucléaire, ce qui en fait un lieu privilégié d'observation des pratiques militantes. Parallèlement à cette immersion progressive, nous avons rencontré une quarantaine de militants engagés sur différents territoires pour réaliser des entretiens approfondis et constituer un corpus d'archives militantes, dont la sélection s'est opérée au cours de notre enquête. Cette combinaison de matériaux empiriques divers permet de rechercher les continuités là où des ruptures sont annoncées et de maintenir une distance critique face aux discours des acteurs en présence, sans procéder à une généralisation abstraite déconnectée des expériences vécues par les mouvements sociaux. Cette multiplication des lieux, des temps d'investigation et leur mise en relation dans l'analyse limitent ainsi les discours enchantés et naïfs sur les formes nouvelles de militantisme supposées toujours plus efficaces et évite de ne voir que l'exceptionnel dans le local. De cette posture multi-située, l'enquêteur peut alors identifier et étudier les temporalités des mouvements sociaux et les espaces publics oppositionnels au sein desquels ils inscrivent leur action.

Les logiques sociales de l'engagement militant

En circulant dans les différents lieux de la protestation antinucléaire, l'enquêteur rend compte de façon dynamique de la multiplicité des formes d'engagement et de processus de ralliement des individus à celle-ci. Ces derniers sont marqués par des phases d'enrôlement, de maintien et de défection qui fluctuent en fonction des situations

et des temporalités au sein desquelles elles se déploient. Grâce aux outils de la sociologie des mobilisations (Mathieu, 2012), peuvent être décrits les processus d'intériorisation et d'activation des dispositions contestataires, les motifs de l'engagement antinucléaire ainsi que la sélectivité de l'offre de militantisme. Puis, en changeant tour à tour sur une même période de postes d'observation, de sites d'enquête et de grandeurs d'échelle, l'enquêteur découvre que la mouvance antinucléaire s'apparente à un amas d'acteurs sociaux partiellement structuré, aux contours imprécis, diffus et mouvants, au sein de laquelle se déploient des logiques d'acteurs, des temporalités, des enjeux et des tactiques hétéroclites. Ces dernières s'opposent, se mêlent et s'adjoignent, afin de déplacer et refondre l'ordre social institué en matière énergétique sans se référer à une idéologie ou à un projet politique précis : seuls les réseaux socio-techniques qu'ils défient maintiennent leur cohésion. Le recours à une enquête multi-située permet en effet de restituer la pluralité des formes organisationnelles des coalitions contestataires constituant la mouvance antinucléaire, et ce malgré l'identité publique stabilisée et uniformisée par les mouvements sociaux. Ainsi, derrière cette représentation unanimiste d'une communauté d'objectifs et de moyens d'action se cache une myriade de coalitions régionales et locales plus ou moins déconnectées les unes des autres. En s'intéressant aux multiples tentatives de coordination et de mise en réseau sur le temps long, l'enquêteur documente la façon dont les mouvements sociaux s'agrègent et s'institutionnalisent en alliances inter-organisationnelles. Il décèle en leur sein des lieux invisibles du public où se jouent inlassablement les incertitudes de sens, les rapports de pouvoir et les disputes pour définir les objectifs de la protestation antinucléaire. La lecture de ces phénomènes sociaux peut alors se complexifier. Prenons pour exemple l'importante remise en cause du modèle délibératif du *Réseau sortir du nucléaire* au tournant des années deux-mille-dix (Chambru, 2015). Premièrement, elle révèle que l'utopie délibérative des mouvements sociaux est simultanément un moteur de l'action collective antinucléaire et les raisons de sa dislocation. La temporalité de ces expériences délibératives dépasse en effet le lieu et le temps *stricto sensu* où elles sont vécues : elles sont une brèche de l'ordre social institué et laissent des traces dans l'imaginaire collectif. Deuxièmement, elle montre la hiérarchisation stratégique que les militants s'efforcent d'effectuer entre ces exigences normatives de délibération et celles d'efficacité dans l'action et d'urgence d'agir face aux adversaires de la cause. Troisièmement,

elle dévoile les déplacements de l'action contestataire : cette crise fait resurgir d'anciens désaccords politiques qui semblaient avoir été temporairement dépassés lors de la création de l'organisation.

Les déplacements de l'action protestataire

D'une posture multi-située, l'enquêteur dispose de matériaux saisissables sur la durée lui permettant de mettre à distance les croyances, y compris celles issues d'une analyse présentée comme sociologique. Cette mise à distance permet notamment de mettre à l'épreuve les supposées nouvelles formes de militantisme dont la protestation antinucléaire serait l'une des illustrations. Le but est de mettre en exergue les temporalités de l'engagement antinucléaire telles qu'elles sont vécues par les mouvements sociaux. Ainsi, il apparaît sur le temps long ni de ruptures ni de transformations significatives des modalités de participation au sein de la mouvance antinucléaire. De part sa mobilité spatiale et temporelle, l'enquêteur observe, qu'en fonction des trajectoires individuelles et du contexte, les intensités d'engagement et les façons de militer subissent des variations diachroniques et synchroniques continues. Autrement dit, ces logiques sociales de l'action contestataire ne cessent de fluctuer et de se ré-articuler. En s'intéressant ensuite aux choix tactiques opérées et aux performances contestataires réalisées sur le long terme, l'enquêteur souligne comment des expériences antérieures nourrissent systématiquement les pratiques contemporaines. La mouvance antinucléaire recourt en effet à des leviers de mobilisations relativement stables, quelles que soient d'ailleurs la temporalité et la situation dans lesquelles celles-ci se déploient. Parmi ces rituels de mobilisations figurent la mise en avant des dangers d'une catastrophe sur le territoire ainsi qu'une protestation théâtralisée et événementialisée. Pour autant, cela ne signifie pas que des mutations ne s'opèrent pas, comme le donne à voir l'observation multi-située des mobilisations informationnelles antinucléaires (Chambru, 2015c). Premièrement, la création d'un produit de communication, capable de proposer une image valorisante de la mouvance antinucléaire, adapté aux contraintes propres aux champs journalistiques s'affirme progressivement, au détriment de celle d'un réseau médiatique autonome. Cette évolution ne correspond d'ailleurs pas à une transformation récente du répertoire médiatique de la mouvance antinucléaire : il s'agit du prolongement d'une stratégie ancienne visant tour à tour à communiquer et à mobiliser. Deuxièmement, le fait de changer sur une même période de postes d'observation sur

un même territoire permet d'abord à l'enquêteur de comprendre la distribution des rôles et des pratiques entre les militants et les journalistes dans la coproduction des événements médiatiques et protestataires, et ainsi de décrire des jeux d'alliances synchroniques. Ensuite, en variant les sites d'enquête et les grandeurs d'échelles, il collecte une diversité de pratiques et d'événements permettant de sortir ces observations des particularismes conjoncturelles et de les comparer. L'enjeu de ces multiples espaces géographiques réside dans le fait qu'ils sont les lieux dans, et entre, lesquels se déroulent les interactions sociales.

L'espace public des mouvements sociaux

En tant que phénomène social naissant, la mouvance antinucléaire contribue à produire les espaces publics dans lequel ses actions s'inscrivent et au sein desquels elles expérimentent des formes de communication et de délibération alternatives. Il émerge ainsi autant d'espaces publics que de lieux où cette dernière se déploie sur le territoire hexagonal. Par le biais de la filature ethnographique des militants antinucléaires, l'enquêteur délaisse le site d'enquête unique pour collecter une diversité de pratiques situées et d'événements ancrés dans des lieux singuliers. Il repère également les contours, les dynamiques et les interactions de ces espaces publics fragmentés. Cette posture présente l'avantage de ne pas considérer l'ancrage local des mobilisations de manière isolée. Elle permet ainsi d'échapper au piège consistant à cantonner cette dimension centrale de la protestation antinucléaire à la seule échelle territoriale locale, en faisant abstraction du niveau national et global. L'enquêteur peut alors engager une réflexion sur la territorialisation des espaces publics, interrogeant le territoire comme modalité des mutations de l'espace public (Chambru, 2015a). De ces observations multi-situées, il peut ensuite conceptualiser cet espace public contestataire, dans un aller-retour permanent entre enquête de terrain et travail épistémologique. Tout en s'inscrivant dans l'espace public, les dynamiques des mouvements sociaux en subvertissent les frontières par le débordement du cadre de l'espace public institué. Ces espaces-temps alternatifs participent à la construction d'espaces publics oppositionnels. Ils sont les lieux symboliques au sein desquels se matérialisent les temporalités de l'action collective antinucléaire. D'une posture multi-située, l'enquêteur observe que ces dernières ne se résument pas à la seule prise en compte des transformations macro-sociales les précédant ou les impulsant, tout comme elles

n'obéissent pas à des ordonnancements séquentiels prédéterminés. Ainsi, il confirme que les mouvements sociaux disposent d'une relative autonomie à l'égard des autres espaces sociaux, autonomie qu'il convient de retracer de façon dynamique et relationnelle (Mathieu, 2012). En croisant l'observation des mobilisations au moment où elles se déroulent avec d'autres catégories temporelles, l'enquêteur remarque que l'histoire de la militance antinucléaire est composée d'un enchevêtrement de dynamiques protestataires non-linéaires. Celles-ci s'imbriquent dans trois temporalités différentes : des vagues protestataires, des épisodes contestataires et des séquences de mobilisations. Elles se déploient simultanément ou non sur des territoires marqués par de fortes variations conjoncturelles. Ce découpage séquentiel permet d'analyser les temps de la contestation antinucléaire, tout en réinscrivant ces temporalités dans les dynamiques des espaces publics oppositionnels. Comme le donne à voir la mobilisation contre SuperPhénix (Chambru, 2016), un épisode contestataire peut se dérouler sur plusieurs vagues protestataires ; tout comme plusieurs séquences de mobilisation peuvent se succéder à travers ces dernières, et ainsi de suite.

L'immersion située de l'enquêteur

Le recours à une enquête multi-située soulève plusieurs questions méthodologiques essentielle : la proximité et la distance du chercheur dans la relation de l'enquête à l'objet, la conciliation entre l'immersion nécessaire dans le milieu étudié et le recul exigée par la démarche sociologique, le positionnement épistémologique du chercheur entre engagement affectif et distanciation froide. À ce travail d'objectivation et de réflexivité critique s'ajoute, dans notre posture de participation multi-située, une réflexion propre aux temporalités du travail de terrain, elles-mêmes étroitement liées à notre choix de mobiliser trois références temporelles – le temps long, la continuité et les ruptures. Tout en alimentant cette réflexivité, chacune de ses temporalités s'assortit d'une position particulière du chercheur et d'un choix des techniques de recueil des données. Ce choix ne s'effectue pas par fétichisme, mais par la nécessité de confronter les pratiques effectives aux représentations des mouvements sociaux. La temporalité de l'enquête n'est toutefois pas réductible au seul temps du recueil des données et à l'ajustement permanent du chercheur en situation pour y parvenir. Elle comprend deux autre temps : la négociation d'un droit d'entrée et la sortie du terrain. En sus de ces trois temps de l'enquête, se déploie le travail d'inscription dans le champ théorique

des matériaux sociologiques et de leurs retentissements normatifs. Ce quatrième temps permet de situer l'immersion du chercheur engagée dans un dispositif d'enquête multi-située, de par la position qu'il prend inévitablement dans la lutte que se livre les acteurs sociaux pour construire la réalité sociale. L'analyse ne reflète pas une réalité ontologique objective. En tant qu'activité contextualisée, socialement et historiquement située, elle est un engagement en ce qu'elle participe à la construction sociale de la réalité. Simultanément, elle résulte d'une construction sociale de l'enquêteur souhaitant rendre compte d'une certaine réalité sociale ayant de l'intérêt et de la signification à ses yeux, du fait des valeurs culturelles avec lesquelles il aborde la réalité concrète. Cette portion de réalité singulière est elle-même construite par des acteurs sociaux en concurrence voulant imposer leur vision du monde et les valeurs culturelles s'y rattachant. Recourir à une enquête multi-située est donc une expérience tout aussi instructive que délicate. Sur le terrain, cette dualité nécessite d'adopter la « juste distance » entre le fait d'être pris dans le jeu et l'observer, plutôt que de nier cette contraction pratique (Bourdieu, 1978). Pour l'enquêteur, le va-et-vient permanent entre des phases d'imprégnation et des prises de recul est essentiel. Une compréhension fine de l'action collective antinucléaire n'est d'abord possible qu'au prix d'une certaine proximité avec les mouvements sociaux. Une mise à distance au moment de l'analyse est ensuite indispensable.

Conclusion

Dans cet article, ont été présentés les apports d'un dispositif d'enquête multi-située pour analyser les temporalités des mouvements sociaux et des espaces publics oppositionnels au sein desquels elles s'inscrivent. Cette démarche permet en effet d'accéder aux contextes d'expériences et d'activités des enquêtés ainsi que de suivre *in situ* les connexions spatio-temporelles entre ceux-ci. Ces dernières ne sont pas données *a priori* au chercheur. Il doit les trouver, avant de les comprendre et les examiner. Les informations recueillis au fur et à mesure de l'enquête sont utiles pour reconstituer la façon dont les dynamiques protestataires se construisent sur le temps long. Ainsi, une observation à un moment T ne prend véritablement sens qu'à condition de saisir, dans le même temps, des temporalités de sa construction et de la coexistence, dans une même temporalité, de différentes temporalités d'engagement et d'action. Dans cette perspective, le concept d'espaces publics oppositionnels permet de penser conjointement la continuité dans les ruptures et les

ruptures dans la continuité. Il offre un outil sociologique pertinent pour prendre en compte les multiples particularités temporelles et subjectives de l'expérience vécue par les militants antinucléaires. Il fait surgir ce potentiel de résistance, ses capacités expressives et sa portée normative dans le champ théorique, distinctement d'une expérience formulée sur un mode abstrait, représentatif et linéaire. En ce sens, le recours à une enquête multi-située documente les réalités empiriques de la protestation antinucléaire ainsi que les modes d'existences pratiques de l'espace public. Articulé à une enquête historique, il permet ainsi de saisir, en pratique et en situation, la dimension politique de la critique du programme électronucléaire français faite par les acteurs, puis d'engendrer des propositions théoriques. Au travers des temporalités des mouvements sociaux, le regard sur les mutations de l'espace public peut être renouvelé, en soulignant que ce qui se joue, dans et par l'espace public institué, n'est pas la totalité de la démocratie. Le but est d'élaborer une approche théorique et empirique de l'espace public, c'est-à-dire de penser la normativité en pratique (Voirol, 2016).

Cette perspective nécessite un examen critique enraciné dans notre terrain de recherche, dans ce que les situations analysées ont de critique et dans ce qu'elles manifestent leurs incohérences et leurs contradictions (Moeglin, 2013). Elle procède d'une double mise à distance, à la fois en termes d'action et d'analyse. Sa finalité consiste à montrer le monde social tel qu'il est et non comme il devrait être. Marquée par une rupture avec la doxa et le recours à une dialectique empirico-théorique (Granjon, 2012), cette approche critique paraît indispensable à la conduite d'une enquête multi-située, refusant de faire prévaloir un point de vue comme une vérité intangible du fait de la mobilisation dogmatique du terrain. De par le détachement qu'il engendre *in situ*, ce positionnement permet de réinstaurer une distance, tout en interrogeant les situations rencontrées au prisme d'une réflexion normative. La critique, en tant que pratique sociale, ne se confond pas avec l'engagement partisan ou l'illusion positiviste du chercheur, défini comme un observateur neutre de la réalité sociale. Elle s'impose autant comme une visée théorique que comme une nécessité pratique pour conduire une enquête multi-située. Dès lors, il devient possible de nommer et d'analyser précisément les interactions et les frictions entre les différents types d'espaces publics, d'en saisir les structurations sociales d'un espace public contemporain pluriel « en train de se faire », tout en les articulant à une conceptualisation théorique de la démocratie et du politique.

BIBLIOGRAPHIE

BOURDIEU P. (1978). Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 23, p. 67-69.

CEFAÏ D. *et al.* (2012). Ethnographies de la participation. *Participations*, n° 4, vol. 3, p. 7-48.

CHAMBRU M. (2016). La protestation antinucléaire autour de Superphénix. Une analyse des dynamiques d'un espace public oppositionnel transnational. *L'espace public européen en question. Histoire et méthodologie*. Bruxelles, Peter Lang Edition, p. 193-210.

CHAMBRU M. (2015a). La critique du régime technopolitique des sciences par la mouvance antinucléaire : un éclairage sur le concept d'espace public oppositionnel ». *Les enjeux de l'information et de la communication*, n° 16, vol. 3A, p. 29-38.

CHAMBRU M. (2015b). L'utopie délibérative de la mouvance antinucléaire et les paradoxes de son expérimentation. *Communication et organisation*, n° 48, p. 61-72.

CHAMBRU M. (2015c). L'engagement protéiforme des militants et des journalistes dans les mobilisations informationnelles antinucléaires. *Sciences de la société*, n° 94, p. 65-82.

CHAMBRU M. (2014). L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962 - 2012). *ESSACHESS - Journal for communication studies*, n° 13, vol. 7, p. 33-43.

GRANJON F. (2012). La critique est-elle indigne de la sociologie ? *Sociologie*, n° 1, vol. 3, p. 75-86.

MATHIEU L. (2012). *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe en Bauges, éditions du croquant.

MOEGLIN P. (2013). Enraciner la critique. La question de la diversité culturelle et de ses enjeux. *Les enjeux de l'information et de la communication*, supplément.

NEVEU E. (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, n° 98, vol. 17, p. 17-85.

NEUMANN A. (2015). *Après Habermas. La théorie critique n'as pas dit son dernier mot*. Paris, Delga.

QUÉRÉ L. (1992). L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique. *Quaderni*, n° 18, p. 75-92.

SURAU M.-G. (2007). Communication ou délibération : les échanges dans la société civile. *Hermès*, n° 47, p. 177-184.

VOIROL O. (2016). De la négation à la problématisation. Apports et limites du concept d'espace public. *L'espace public européen en question. Histoire et méthodologie*. Bruxelles, Peter Lang Edition, p. 33-53.